



Conseil de sécurité

Briefing: La situation en Libye

New York, le 16 avril 2024

Déclaration de la Suisse

Lue par Pascale Baeriswyl, Représentante Permanente

Madame la Présidente,

Je remercie le Représentant spécial Abdoulaye Bathily et l'Ambassadeur Yamazaki de leurs exposés. Je salue également la participation de notre cher collègue, représentant de la Libye, à cette séance.

Permettez-moi d'aborder trois points :

Tout d'abord, concernant la situation politique. On ne peut pas le répéter trop : il est encore et toujours nécessaire de trouver un compromis afin de permettre l'organisation d'élections libres, équitables, transparentes et inclusives. À cet égard, nous réitérons notre appel à une approche plus cohérente de la communauté internationale qui doit agir en soutien aux efforts de la MANUL. En l'absence d'un véritable compromis à la fois inclusif et fédérateur, l'aspiration légitime des Libyennes et Libyens aux élections et à la paix sera entravée. C'est pourquoi la Suisse appelle les acteurs et actrices libyens à dialoguer davantage en faisant preuve de bonne foi, ainsi qu'à s'engager sous l'égide des bons offices onusiens sans conditions préalables.

Deuxièmement, la réussite de ce processus politique dépend de la création d'un environnement propice. Cela inclut notamment : le respect des droits humains et un arrêt immédiat des répressions à l'encontre des défenseurs et défenseuses des droits humains. Par ailleurs, la réduction au silence de la voix des journalistes, des universitaires et des membres de la société civile constitue une atteinte grave à la liberté d'expression. La Suisse - en tant que coprésidente du Groupe de travail sur le droit international humanitaire et les droits humains du processus de Berlin - continue de s'engager avec différents partenaires également préoccupés par le rétrécissement continu de l'espace civique en Libye. De plus, la réussite de ce processus politique est complémentaire à une réconciliation nationale inclusive, basée sur le droit et centrée sur les victimes. C'est pourquoi nous soutenons activement des initiatives visant à promouvoir la réconciliation, comme la tenue de la conférence sur la justice transitionnelle du 26 février organisée par le Conseil Présidentiel et la MANUL. À cet égard, nous prenons note de l'engagement du Conseil Présidentiel en amont et lors de cette conférence.

Enfin, je souhaite aborder la situation migratoire en Libye. Dès demain, ce Conseil discutera de la sécurité en Méditerranée. Cette thématique est intimement liée à la situation des migrantes et migrants résidant ou traversant la Libye. La Suisse - comme d'autres l'ont mentionné - est alarmée par la découverte d'au moins 65 corps de migrants dans une fosse commune dans le sud-ouest de la Libye et condamne les auteurs de ces crimes. Ces derniers doivent être tenus responsables. Cette découverte nous rappelle l'urgente nécessité d'une réponse coordonnée au trafic illicite de migrants et à la traite des personnes en Libye.

Madame la Présidente,

Le statu quo politique en Libye est insoutenable. Les affrontements armés qui ont eu lieu à Tripoli la semaine dernière et les tensions qui ont conduit à la fermeture du point de passage frontalier de Ras Ajdir sont symptomatiques d'une instabilité croissante. Une telle instabilité n'est en aucun cas dans l'intérêt de la population.

Le triste anniversaire du conflit au Soudan hier, qui a un impact dévastateur aussi sur la région, montre qu'il est urgent d'empêcher une escalade en Libye et de s'engager dans un processus politique.

Ce dernier a besoin d'une communauté internationale plus cohérente, d'une véritable justice transitionnelle et de plus stabilité. C'est en ce sens que la Suisse continuera de s'engager en Libye.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Madam President,

I would like to thank Special Representative Abdoulaye Bathily and Ambassador Yamazaki for their presentations. I also welcome the participation of our distinguished colleague, the representative of Libya, to this meeting.

Allow me to address three points:

Firstly, the political situation. We can't say it often enough: it remains necessary to find a compromise so that free, fair, transparent and inclusive elections can be organized. In this respect, we reiterate our call for a more *coherent* approach from the international community, which must act in support of UNSMIL's efforts. In the absence of a genuine compromise that is both inclusive and unifying, Libyans' legitimate aspirations for elections and peace will be hampered. Switzerland therefore calls on the Libyan players to engage in more dialogue in good faith and to engage – under the auspices of the UN's good offices - without preconditions.

Secondly, the success of this political process depends on the creation of an enabling environment. This includes the respect for human rights and an immediate end to repression against human rights defenders. Furthermore, the silencing of voices of journalists, academics and members of civil society constitutes a serious attack on freedom of expression. Switzerland - as co-chair of the Working Group on International Humanitarian Law and Human Rights of the Berlin Process - continues to engage with various partners who are also concerned about the continued shrinking of civic space in Libya. Moreover, the success of this political process is complementary to an inclusive national reconciliation process, based on law and centered on victims. We therefore actively support initiatives to promote reconciliation, such as the conference on transitional justice on 26 February organized by the Presidential Council and UNSMIL. In this respect, we note the commitment of the Presidential Council concerning this conference.

Finally, I would like to mention the migration situation in Libya. Tomorrow, this Council will discuss the issue of security in the Mediterranean. This topic is closely linked to the situation of migrants in or passing through Libya. Switzerland – as others have mentioned – is alarmed by the discovery of at least 65 bodies of migrants in a mass grave in south-west Libya and condemns the perpetrators of these crimes. They must be held accountable. This discovery reminds us of the urgent need for a coordinated response to migrant smuggling and human trafficking in Libya.

Madam President,

The political status quo in Libya is unsustainable. The armed clashes that took place in Tripoli last week and the tensions that led to the closure of the Ras Ajdir border crossing are symptomatic of growing instability. Such instability is in no way in the interests of the population.

Yesterday's sad anniversary of the conflict in Sudan, which also has a devastating impact on the region, shows the urgent need to prevent an escalation in Libya and to commit to a political process.

This needs a more coherent international community, genuine transitional justice and greater stability. This is why Switzerland will continue to be involved in Libya.

Thank you.